

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 05/01/2026

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIRBUS ATLANTIC**

rue de l'ARSENAL  
17300 Rochefort

Références : 0007204034/2025/660  
Code AIOT : 0007204034

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement AIRBUS ATLANTIC implanté rue de l'ARSENAL 17300 Rochefort. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIRBUS ATLANTIC
- rue de l'ARSENAL 17300 Rochefort
- Code AIOT : 0007204034
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site AIRBUS ATLANTIC (Ex STELIA Aerospace) de Rochefort est spécialisé dans la conception, la fabrication et l'assemblage de pièces d'aérostructures, la conception et l'assemblage de sièges de cockpits pour avions et hélicoptères et de cabines intérieures, fauteuils de première classe et classe affaire pour les compagnies aériennes.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Ressources en eau (Poteaux, réserves)	Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Ressources en eau (Détection et extinction automatique)	Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article 7.3.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article 1.2.1	Sans objet
2	Ressources en eau (extincteurs, RIA)	Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article 7.6.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux modifications et aménagements des conditions d'exploitation survenus sur le site depuis 2009 et à l'arrêt de plusieurs activités sur le site de Rochefort, il apparaît nécessaire d'actualiser les prescriptions de fonctionnement imposées à la société AIRBUS ATLANTIC dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire.

L'exploitant doit mettre en place des actions correctives et transmettre les justificatifs sur les points suivants :

- vérification périodique des installations d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage,
- suivi des moyens en eau d'extinction incendie,
- dispositifs de désenfumage.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> <p>La dernière actualisation de la situation administrative a été transmise aux services de la préfecture le 29 juillet 2025 dans la cadre du porter à connaissance relatif à la construction d'un nouveau bâtiment (Hall 4, d'environ 2140 m<sup>2</sup>), situé dans le prolongement des Halls 1, 2 et 3 (bâtiment Delivery Center).</p> <p>Selon l'exploitant, ce nouveau bâtiment HALL 4 n'accueillera aucune activité classée au titre de la législation des ICPE. Toutefois, il indique que les dispositions constructives seront identiques à celles du Hall 3 (activité de peinture relevant des dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12/05/2000 relatif aux installations relevant de la rubrique 2940 sous le régime de l'enregistrement).</p> <p>Ce réaménagement, ainsi que les différentes évolutions des activités survenues sur le site depuis 2009, s'accompagnent de l'arrêt de plusieurs activités soumises au régime de la déclaration. Par ailleurs, suite à la modification de la nomenclature des ICPE, certaines rubriques relevant du régime de l'autorisation ont été reclassées au régime de l'enregistrement. Par conséquent, il apparaît nécessaire d'actualiser les prescriptions de fonctionnement imposées à la société AIRBUS ATLANTIC dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire, au regard des échanges réalisés avec l'exploitant et des éléments demandés par l'inspection.</p> <p>Dans cette optique et en complément des documents déjà fournis à l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de fournir une analyse de récolement à l'arrêté ministériel du 12/05/2000 relatif à l'activité d'application de peinture, notamment pour les installations existantes, accompagnée d'un éventuel échéancier de mise en œuvre et/ou le cas échéant de demandes d'aménagement avec propositions de mesures compensatoires.</p> <p>Lors de cette visite, l'exploitant a également fait part à l'inspection de 2 autres projets supplémentaires de construction de bâtiments :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• construction d'un nouveau bâtiment LIEDOT 3 (8000 m<sup>2</sup> dont 6400 m<sup>2</sup> de production) dédié à l'assemblage de sièges pilotes, avec acquisition de foncier supplémentaire sur la partie Sud de la ZI de l'Arsenal ;</li><li>• construction d'un nouveau bâtiment CH6 (en extension des bâtiments CH4+ et CH5) dédié à l'assemblage d'éléments d'aéro-structures.</li></ul> <p>Concernant l'implantation prévue pour ce dernier projet de bâtiment (CH6), les services du SDIS17 ont fait part à l'exploitant de problèmes d'accessibilité par les engins d'intervention en cas d'incendie sur les bâtiments CH (accessibilité au Bat CH2 insuffisante du fait de l'extension envisagée se prolongeant jusqu'au parking et création d'un cul de sac de 200 mètres pour accéder au Bat CH2, sans aire de retournement).</p> <p>L'exploitant a pris note des remarques du SDIS17 et doit revenir vers l'inspection et le SDIS17 pour prendre en compte les observations émises sur son projet d'extension (CH6).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Ressources en eau (extincteurs, RIA)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• de robinets incendie armés (RIA) ;</li><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li></ul> [...]  Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [...]
<b>Constats :</b> La dernière vérification annuelle des extincteurs et des RIA présents sur le site a été réalisée du 04/09/2024 au 08/10/2024 par la société DESAUTEL (transmission des différents rapports d'intervention sur ces équipements). Dans ces documents, il est fait état de quelques observations relatives à l'absence de panneaux signalétiques sur certains extincteurs et une observation sur la non vérification d'un extincteur inaccessible. L'exploitant indique que ces observations ont fait l'objet d'actions correctives et que le suivi de celles-ci est assuré sous format informatique. Sur le terrain, l'inspection a procédé, par sondage, sur certains extincteurs et RIA à la vérification de l'étiquetage par l'organisme de contrôle de la date effective du dernier contrôle annuel. L'ensemble des extincteurs contrôlés étaient accessibles et disposaient de l'étiquette de marquage spécifiant le contrôle annuel de septembre 2024 et de la plaque d'identification de l'équipement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Ressources en eau (Poteaux, réserves)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• de 4 poteaux incendie interne à l'établissement de 60 m<sup>3</sup>/h de débit minimum ;</li><li>• d'une réserve d'eau de 450 m<sup>3</sup> de capacité disponible en permanence ;</li></ul> [...] Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [...] Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

**Constats :**

L'établissement dispose des moyens contre l'incendie suivants :

- 3 poteaux incendie internes à l'établissement,
- 2 poteaux incendie publics,
- 1 bouche incendie interne à l'établissement,
- 1 bouche incendie publique,
- 2 bâches à eau de 240 m<sup>3</sup> (réception opérationnelle réalisée par les services du SDIS17),
- 1 réserve de sprinklage de 450 m<sup>3</sup>.

L'exploitant dispose du dernier rapport en date de mai 2024 relatif au contrôle des poteaux et bornes incendie pris en compte pour la défense incendie du site.

Ce rapport indique que l'entretien et le suivi de tous les hydrants publics sur la Ville de Rochefort sont assurés par le service Eau Potable de la Communauté d'Agglomération Rochefort Océan.

Le service eau potable de la CARO a décidé de vérifier les hydrants tous les 2 ans avec vérification des accessibilités, des manœuvres (vannes), des débits et des pressions (appareil de mesure agréé et contrôlé). Les hydrants appartenant à AIRBUS ATLANTIC ont été vérifiés par le service eau potable dans le cadre d'une convention entre les 2 entités.

Dans le cadre de la construction des Halls 1, 2, et 3 et du futur Hall 4 :

- 3 nouveaux poteaux incendie internes surpressés à l'établissement au niveau du bâtiment Delivery Center (Halls 1, 2 et 3) (Cf. Porter à connaissance réalisé par Bureau Veritas en Mai 2023) ;
- 1 nouveau poteau incendie externe (Ref.P17299.0228) situé à proximité du hall 3 et du futur Hall 4,
- 1 nouvelle réserve de 540 m<sup>3</sup> pour l'alimentation des 3 poteaux surpressés au niveau des Halls 1, 2 et 3,
- 1 nouvelle réserve incendie de 830 m<sup>3</sup> pour l'alimentation du dispositif de sprinklage sur les bâtiments des Halls 1, 2 et 3 et du futur Hall 4.

Les travaux d'aménagement des bâtiments des Halls 1, 2 et 3 ne sont pas terminés. Une réception opérationnelle de ces bâtiments est attendue par l'exploitant au début du premier semestre 2026.

L'exploitant indique à l'inspection que le plan ETARE du site est en cours d'actualisation avec les services du SDIS17.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Suite à la construction des Halls 1, 2, 3 et du futur Hall 4, l'exploitant intègre les nouveaux poteaux incendie pour les prochaines vérifications opérationnelles.

Il fournit à l'inspection les débits et les pressions des 3 poteaux surpressés. Si la pression unitaire des poteaux est supérieure à 8 bars, il met en place un dispositif permettant de limiter la pression maximum de chaque poteau à 8 bars afin que ces moyens de lutte contre l'incendie puissent être utilisés par les services du SDIS.

L'exploitant réalise une mesure des débits simultanée des poteaux concernés sur le risque le plus important du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Ressources en eau (Détection et extinction automatique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li><li>• d'un système interne d'alerte incendie ;</li><li>• d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement ;</li></ul> [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage avec report d'alarme asservi au démarrage des groupes motopompes au niveau des bâtiments suivant : CH2, CH3,CH4, Bâtiment J (au niveau de l'atelier peinture), Bâtiment « Fort Enet » et Bâtiment logistique « Fort Boyard »</li></ul> Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le réseau sprinklage est vérifié au moins une fois tous les 6 mois par un organisme extérieur. Des essais hebdomadaire sont effectués sur les groupes motopompes. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage avec report d'alarme asservi au démarrage du groupe motopompe (GMPD) au niveau des bâtiments suivants : CH2, CH3,CH4, CH4+, CH5, Bâtiment M, Bâtiment D, Bâtiment J (au niveau de l'atelier peinture), Liédot 1, Liédot 2, Bâtiment Delivery Center (Halls 1, 2 et 3) et Bâtiment logistique « Fort Boyard ».  L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de vérification suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Dernier rapport de vérification annuelle du GMPD (ref : A002-241015-M) réalisée par la société AXIMA le 15/10/2024.</li></ul> Ce rapport fait état de 6 observations nécessitant des actions correctives. <ul style="list-style-type: none"><li>• Les 2 derniers rapports de contrôle semestriel des dispositifs d'extinction automatique sprinkleur (rapports du 26/11/2024 et du 06/05/2025) réalisés par la société AXIMA les 25-26/11/2024 et 5-6/5/2025.</li></ul> Ces rapports font état de nombreux écarts récurrents nécessitant des actions correctives.  La visite sur le terrain a permis de constater la présence de têtes de rechange au niveau du local GMPD pour les différents dispositifs de sprinklage.  L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les certificats de conformité initiale des anciens dispositifs de sprinklage (documents égarés).

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant renforce son suivi du système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage et du groupe motopompe (GMPD). Il transmet son analyse des conclusions des rapports de vérification de ces dispositifs, accompagnée du plan d'actions qu'il prévoit de mettre en place pour lever les non-conformités dans un délai resserré.</p> <p>Les justificatifs de réalisation des actions correctives sont transmis à l'inspection suivant les échéances prévues par l'exploitant.</p> <p>Il transmet à l'inspection les certificats de conformité initiaux des nouveaux dispositifs de sprinklage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Désenfumage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article 7.3.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de désenfumage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments comportant des zones à risque d'incendie sont équipés de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés, dégagés lors d'un incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Le dispositif de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers des installations.</p> <p>Les commandes manuelles et automatique de ces dispositifs doivent être facilement accessibles et situées à proximité des issues de secours des locaux.</p> <p>Dans les installations équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage, toutes les dispositions doivent être prises pour que l'ouverture automatique ou manuelles des exutoires de fumée et de chaleur n'intervienne que postérieurement à l'opération d'extinction.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bâtiments comportant des zones à risque d'incendie sont équipés de dispositifs de désenfumage.</p> <p>Ces dispositifs font l'objet d'une vérification annuelle.</p> <p>Transmission du dernier rapport de vérification des dispositifs de désenfumage (Ref : 03770781-001) réalisée du 19 au 22/08/2024 par la société DESAUTEL.</p> <p>Ce rapport fait état de 5 observations nécessitant des actions correctives.</p> <p>Sur le terrain, il a été constaté un manque d'affichage du plan de désenfumage au niveau des commandes dans les bâtiments CH.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet le plan d'action qu'il prévoit de mettre en place pour lever les non-</p>



<p>conformités dans un calendrier resserré.</p> <p>Les justificatifs de réalisation des actions correctives sont transmis à l'inspection suivant les échéances prévues par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant s'assure de la mise en place d'un affichage d'un plan de désenfumage au niveau des commandes dans chaque bâtiment concerné.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois